

www.coe.int/TCY



Strasbourg, le 21 juin 2012

T-CY (2012) 14 F

Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)

7^e session plénière

Strasbourg, 4-5 juin 2012

Rapport de réunion abrégé

1	Introduction	3
2	Décisions	3
3	Annexe	6
3.1	Annexe 1: Ordre du jour.....	6
3.2	Annexe 2: Evaluation – Conclusions préliminaires	8
3.3	Annexe 3: Assessment - presentation by the Secretariat	11
3.4	Annexe 4: Critères et procédure d'adhésion – Mise à jour.....	13
3.5	Annexe 5: Ad-hoc Group on Transborder access - Update	15
3.6	Annexe 6: Liste des participants	16

1 Introduction

Le T-CY, réuni à Strasbourg les 4 et 5 juin 2012, était présidé par Markko Künnapu (Estonie). Plus de 90 représentants des Etats Parties et des observateurs ont participé.

La réunion a été ouverte par Jan Kleijssen (Directeur de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité), qui a présenté au Comité les questions et développements récents et à venir (Stratégie du Conseil de l'Europe sur la gouvernance de l'internet pour 2012-2015, dialogue européen sur la gouvernance de l'internet, Forum sur la gouvernance de l'internet, Octopus) et s'est félicité en particulier de l'évaluation de la Convention de Budapest entreprise par le T-CY.

2 Décisions

Le T-CY a pris les décisions suivantes :

Point 2 de l'ordre du jour : Etat des signatures, des ratifications et des adhésions à la Convention de Budapest et à son Protocole

- Se féliciter de la ratification récente par Malte de la Convention de Budapest et des informations données au sujet de la ratification et de l'adhésion imminentes de l'Autriche, de la Belgique, de la République dominicaine, de la Géorgie et du Japon ainsi que des mesures prises en Argentine, au Chili, au Costa Rica, en Irlande, au Mexique et aux Philippines.

Point 4 de l'ordre du jour : Plan de travail 2012-2013 : progrès accomplis et activités menées par le T-CY

- Prendre note de l'état d'avancement du plan de travail du T-CY.

Points 5 et 9 de l'ordre du jour : Evaluation des articles 16, 17, 29 et 30

- Adopter les conclusions et les recommandations préliminaires figurant dans le document T-CY(2012)15.
- Encourager les Parties actuelles et nouvelles à donner des informations supplémentaires au Secrétariat du T-CY avant le 15 juillet pour que soit élaboré un projet final que le T-CY examinera à sa 8^e session plénière.

Point 6 de l'ordre du jour : Dialogue avec les organisations internationales (dotées du statut d'observateur auprès du T-CY)

- Saluer la coopération avec la Commission de l'Union africaine, le Commonwealth (Secrétariat, Initiative Cybercriminalité, Organisation des Télécommunications), l'Union européenne (dont la Commission européenne et l'ENISA), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation des Etats américains, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'ICANN.
- Inviter la Commission de l'Union africaine et l'Organisation des Etats américains à participer aux futures réunions du T-CY en qualité d'observateurs.
- Envisager la possibilité de coopérer avec l'Organisation de Shanghai pour la coopération et la Communauté d'Etats indépendants.

Point 7 de l'ordre du jour : Groupe ad hoc sur l'accès transfrontalier

- Prendre note des travaux en cours du Groupe ad hoc du T-CY sur l'accès transfrontalier et la juridiction.

Point 8 de l'ordre du jour : Critères et procédure d'adhésion à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité (mise à jour)

- Prendre note des informations actualisées sur les procédures et les critères d'adhésion.
- Réaffirmer la nécessité d'une procédure d'adhésion transparente, efficace et favorable associant les Parties à la Convention.

Point 10 de l'ordre du jour : Evaluations : autres dispositions à évaluer

- Achever l'évaluation des articles 16, 17, 29 et 30 avant de commencer à évaluer d'autres dispositions.
- Axer la prochaine série d'évaluations sur les dispositions relatives à la coopération internationale, en particulier l'article 31.

Point 11 de l'ordre du jour : Coopération avec les projets de renforcement des compétences

- Prendre note des activités du projet global sur la cybercriminalité, des projets CyberCrime@IPA et Cybercrime@EAP.
- Recevoir avec plaisir les contributions volontaires de l'Estonie, du Japon, de la Roumanie, du Royaume-Uni et de Microsoft qui permettent le lancement du projet global sur la cybercriminalité (phase 3).
- Se féliciter de l'organisation de la Conférence Octopus 2012 avec le soutien de ces projets.

Point 12 de l'ordre du jour : Examen de la dotation financière du T-CY pour 2012-2013

- Noter qu'en 2012 la dotation financière du T-CY prévue au budget ordinaire est analogue à celle de 2011, mais que des activités supplémentaires devraient être menées en 2012 et qu'en conséquence un cofinancement par le projet global sur la cybercriminalité (phase 3) est nécessaire.
- Encourager par conséquent les Parties et les observateurs à faire des contributions volontaires supplémentaires à ce projet pour que les activités du T-CY puissent se dérouler comme prévu.

Point 13 de l'ordre du jour : Elections

- Réélire le président, le vice-président et les membres du Bureau pour une nouvelle période de deux ans.
- Envisager, à l'une des prochaines sessions plénières, un élargissement éventuel du Bureau compte tenu des Parties supplémentaires.

Point 15 de l'ordre du jour : Prochaine réunion du T-CY

- Tenir la 8^e session plénière du T-CY les 5 et 6 décembre à Strasbourg (sous réserve de ressources disponibles).
-

3 Annexe

3.1 Annexe 1: Ordre du jour

Ordre du jour annoté

Lundi 4 juin (10h/18h) – Mardi 5 juin (10h/18h)

(Veuillez noter que les points de l'ordre du jour marqués d'un * sont pour décision par les membres représentant des Parties contractantes à la Convention de Budapest)

1.	Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour
2.	Etat des signatures, ratifications, adhésions à la Convention de Budapest et à son Protocole Les participants sont invités à examiner l'état des signatures, ratifications ou adhésions par divers pays
3.	Informations fournies par des Parties et Observateurs – Tour de table Les participants sont invités à présenter des informations sur les évolutions législatives, les principaux cas, les événements importants, la formation offerte à d'autres pays etc.
4.	Plan de travail 2012-13 : progrès accomplis et activités menées par le T-CY Le Président informera les membres des progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan de travail du T-CY. Les participants sont invités à examiner les prochaines étapes.
5.	Evaluation (1 ^{ère} lecture : examen du rapport, présentations, échange de vues)* En se fondant sur les réponses au questionnaire envoyé aux Parties le 15 février 2012 et un rapport établi par le Bureau, les membres du T-CY évalueront le niveau de mise en œuvre des articles 16, 17, 29 et 30 par les Parties contractantes et les recommandations figurant dans ce rapport.
6.	Dialogue avec les organisations internationales (dotées du statut d'observateur auprès du T-CY) Les représentants des organisations internationales dotées du statut d'observateur auprès du T-CY sont invités à présenter les activités pertinentes et à dialoguer avec les membres du T-CY.
7.	Groupe ad-hoc sur l'accès transfrontalier : présentation des travaux en cours et échange de vues Le groupe ad-hoc sur l'accès transfrontalier informera les participants sur les travaux en cours et leur demandera leur avis.
8.	Critères et procédure pour l'adhésion à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité (mise à jour) Suite à l'avis adopté par le T-CY lors de la 6 ^e réunion plénière (novembre 2011, document T-

CY(2011)3) concernant les critères et procédures d'adhésion, le Secrétariat informera les participants sur les suites données.

9. Evaluation Partie II (2^e lecture et adoption du rapport)*

Les membres du T-CY sont invités à effectuer une seconde lecture du rapport d'évaluation en vue de son adoption.

10. Evaluations : Autres dispositions à évaluer*

Les membres du T-CY sont invités à décider quelles sont les dispositions de la Convention de Budapest à évaluer dans le prochain cycle d'évaluation.

11. Coopération avec les projets de renforcement des compétences dans le domaine de la cybercriminalité

Le Secrétariat informera les participants sur les projets de renforcement des compétences menés par le Conseil de l'Europe. Les participants sont invités à partager les informations pertinentes sur les projets en question en vue de synergies.

12. Examen de la dotation financière du T-CY pour 2012/13

Le Secrétariat informera les participants sur l'état des ressources financières disponibles pour le T-CY en 2012/13, et sur la faisabilité d'une seconde session plénière en 2012.

13. Elections*

Les membres du T-CY sont invités à élire les président, vice-président et membres du Bureau.

14. Divers

15. Prochaine réunion du T-CY

3.2 Annexe 2: Evaluation – Conclusions préliminaires

www.coe.int/TCY



Strasbourg, le 5 juin 2012

T-CY (2012)15

Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)

Evaluation

**Mise en œuvre des dispositions
de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité
relatives à la conservation**

Conclusions et recommandations préliminaires

Introduction

Le Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY) a pris, lors de sa 6^e session plénière (23-24 novembre 2011), la décision suivante :

« revoir lors de la première réunion plénière en 2012 la mise en œuvre par les Parties des articles 16, 17, 29 et 30 (Action 3.1 du Plan), et encourager les Parties à coopérer avec le Bureau et le Secrétariat à cet égard ».

Le Bureau du T-CY a préparé un questionnaire lors de sa réunion des 30 et 31 janvier 2012. Ce questionnaire a été envoyé aux représentants du T-CY avec copie aux représentations permanentes le 15 février 2012.

A la suite de consultations avec la Commission européenne (DG Affaires intérieures) et le Bureau du T-CY, il a été décidé de compléter le questionnaire du T-CY par un autre questionnaire portant notamment sur le rapport entre la conservation des données et leur archivage. La date limite de réponse aux deux questionnaires est fixée au 15 avril 2012.

Au 25 mai 2012, 24 réponses au questionnaire du T-CY et 19 réponses au questionnaire de la Commission européenne avaient été reçues.

Un projet de rapport réunissant les réponses reçues a été examiné par le T-CY à sa 7^e session plénière les 4 et 5 juin 2012.

Lors de cette réunion, le T-CY a adopté les recommandations et les conclusions préliminaires suivantes :

Conclusions et recommandations (préliminaires)

Le T-CY

- considère que l'évaluation de la mise en œuvre de dispositions précises de la Convention de Budapest renforcera l'efficacité de ce traité ;
- se félicite des réponses de 24 Etats parties au questionnaire du T-CY et encourage les autres Parties à soumettre leurs réponses au Secrétariat avant le 15 juillet ;
- encourage toutes les Parties à consulter, au besoin, des spécialistes et à communiquer au Secrétariat des informations complémentaires au sujet notamment de l'expérience pratique de l'application des articles 16, 17, 29 et 30 avant le 15 juillet ;
- charge le Bureau et le Secrétariat d'élaborer un rapport d'évaluation récapitulatif comprenant des conclusions et des recommandations pour examen et adoption du T-CY à sa 8^e session plénière.

Le T-CY adopte les conclusions et les recommandations préliminaires ci-après en attendant la finalisation du rapport d'évaluation et son adoption à sa 8^e session plénière :

1. Les dispositions de la Convention de Budapest relatives à la conservation rapide, en particulier les articles 16 et 29, sont des outils extrêmement utiles pour obtenir des preuves volatiles dans un contexte international.
2. Un certain nombre de Parties ont adopté des dispositions juridiques particulières conformes aux articles 16, 17, 29 et 30.

3. De très nombreuses Parties ont recours aux pouvoirs généraux, aux ordonnances de perquisition ou de saisie ou aux injonctions de produire, souvent avec l'archivage de données, pour conserver rapidement des preuves électroniques. Certaines Parties semblent ainsi pouvoir satisfaire la plupart des exigences des articles 16, 17, 29 et 30.
4. Ces pouvoirs ne peuvent toutefois se substituer entièrement à la conservation, notamment en cas de demandes internationales. Les ordonnances de perquisition ou de saisie ou les injonctions de produire peuvent être moins rapides et plus difficiles à obtenir, car elles sont assorties de conditions et de sauvegardes plus rigoureuses (article 15 de la Convention de Budapest) que la conservation ou peuvent être visibles par le suspect.
5. De plus, le renforcement de la sécurité juridique des demandes de conservation peut contribuer à améliorer la coopération entre les services de répression et les prestataires de services. En conséquence, même si le système actuel permet d'obtenir des preuves électroniques rapidement, les Parties devraient envisager d'adopter des dispositions particulières au niveau national. La législation devrait prévoir que les prestataires de services ou les autres personnes morales ou physiques à qui il est demandé de conserver des données ne révèlent pas les demandes de conservation.
6. Le T-CY souligne en particulier que la conservation et l'archivage des données peuvent être des outils complémentaires, mais qu'ils ont des objectifs différents et que l'archivage ne peut donc remplacer la conservation.
7. Le T-CY note que dans un certain nombre de Parties, les conditions d'accès aux données archivées sont telles qu'il est plus difficile d'obtenir la divulgation de données relatives au trafic que celle de données plus sensibles du point de vue du respect de la vie privée.
8. Certaines Parties ne sont pas en mesure de conserver des preuves électroniques rapidement et ne se conforment donc pas aux articles applicables de la Convention de Budapest. Elles sont encouragées à prendre d'urgence des mesures pour permettre aux autorités compétentes de conserver les preuves électroniques dans le cadre de procédures nationales et internationales.
9. Si les réponses au questionnaire confirment l'importance des pouvoirs de conservation, ces pouvoirs sont largement sous-utilisés. Les Parties devraient donc prendre les mesures appropriées pour accroître leur usage par les autorités compétentes, ce qui s'applique aussi aux articles 17 et 30 sur la divulgation partielle de données relatives au trafic.
10. Les points de contact 24/7 désignés en application de l'article 35 de la Convention de Budapest sont un moyen pratique d'envoyer et de recevoir des demandes de conservation (articles 29 et 30). Il ressort des réponses au questionnaire qu'ils ne sont guère utilisés. Les Parties devraient prendre des mesures pour informer toutes les autorités nationales de la possibilité de les utiliser lorsqu'une coopération internationale urgente s'impose en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques.
11. Le T-CY note que le recours restreint aux mesures provisoires des articles 29 et 30 s'explique en partie par les difficultés liées à la procédure d'entraide judiciaire ultérieure. Le T-CY devrait donc axer la prochaine série d'évaluations prévue en 2013 sur l'article 31 relatif à l'entraide concernant l'accès aux données stockées.

3.3 Annexe 3: Assessment - presentation by the Secretariat

**Cybercrime Convention Committee (T-CY)
7th Plenary (4-5 June 2012)**

**Items 5 + 9:
Assessment of implementation of Budapest Convention**

Domestic level

Article 16 – Expedited preservation of stored computer data

Article 17 - Expedited preservation and partial disclosure of traffic data

International level

Article 29 - Expedited preservation of stored computer data

Article 30 - Expedited disclosure of preserved computer data

Preservation provisions of the Budapest Convention

1. Provisional measures to preserve stored data

Article 16 – Expedited preservation of stored computer data

Article 17 - Expedited preservation and partial disclosure of traffic data

Article 29 - Expedited preservation of stored computer data

Article 30 - Expedited disclosure of preserved computer data

2. Formal measures to obtain preserved data

Article 18 – Production order

Article 19 – Search and seizure

Article 31 – Mutual assistance regarding accessing of stored computer data

Article 23 – Use of other MLA arrangements

Replies to the T-CY Questionnaire

Received: 24 Parties

Not received: 8 Parties

Implementation of Article 16

Parties with specific legal provisions	Parties referring to other powers (search, seizure, production order, general powers or data retention)	
Albania	Armenia	Slovenia
Finland	Azerbaijan	Spain
France	Bosnia and Herzegovina	”The former Yugoslav Republic of Macedonia”
Italy (traffic data only?)	Bulgaria	Ukraine
Latvia	Croatia	United Kingdom
Moldova	Estonia	
Netherlands	Germany	
Norway	Lithuania	
Portugal	Montenegro	
Romania	Serbia	
USA		

Preservation vs data retention		
	Expedited preservation	Data retention (EU Directive)
Aim	Provisional measure to preserve volatile electronic evidence to allow for time for formal measures to obtain evidence	Ensure that data is available for investigation, detection and prosecution of serious crime
Specific/ automated	Specific order for specified data	Automatic retention of data
Type of Data	Any data (including content data)	Traffic and location data and subscriber information (not content data, nor destination IP addresses, URLs, email headers, or list of cc recipients)
Purpose limitation	Any crime involving electronic evidence	Serious crime
Addressee	Any physical or legal person (not limited to service providers)	Service providers
Time period	Flexible: 90 days (renewable)	Specific retention period (6 to 24 months as specified in domestic law)

Implementation of Article 16 + 29

Are Parties able to preserve electronic evidence

- In an expedited manner [*within 24 hours*]?
- In relation to any crime?
- Any type of stored computer data [traffic, content, other]?
- Based on an international request?

3.4 Annexe 4: Critères et procédure d'adhésion – Mise à jour

www.coe.int/TCY



Strasbourg, 28 may 2012

T-CY (2012)12 F

Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY)

**Critères et procédure d'adhésion à la
Convention de Budapest sur la Cybercriminalité – Mise à jour**

Note par le Secrétariat

Le T-CY, lors de sa 6^e réunion plénière (novembre 2011) a décidé de :

Point 6 de l'ordre du jour : critères et procédure à suivre concernant l'adhésion conformément à l'article 37 de la Convention sur la cybercriminalité

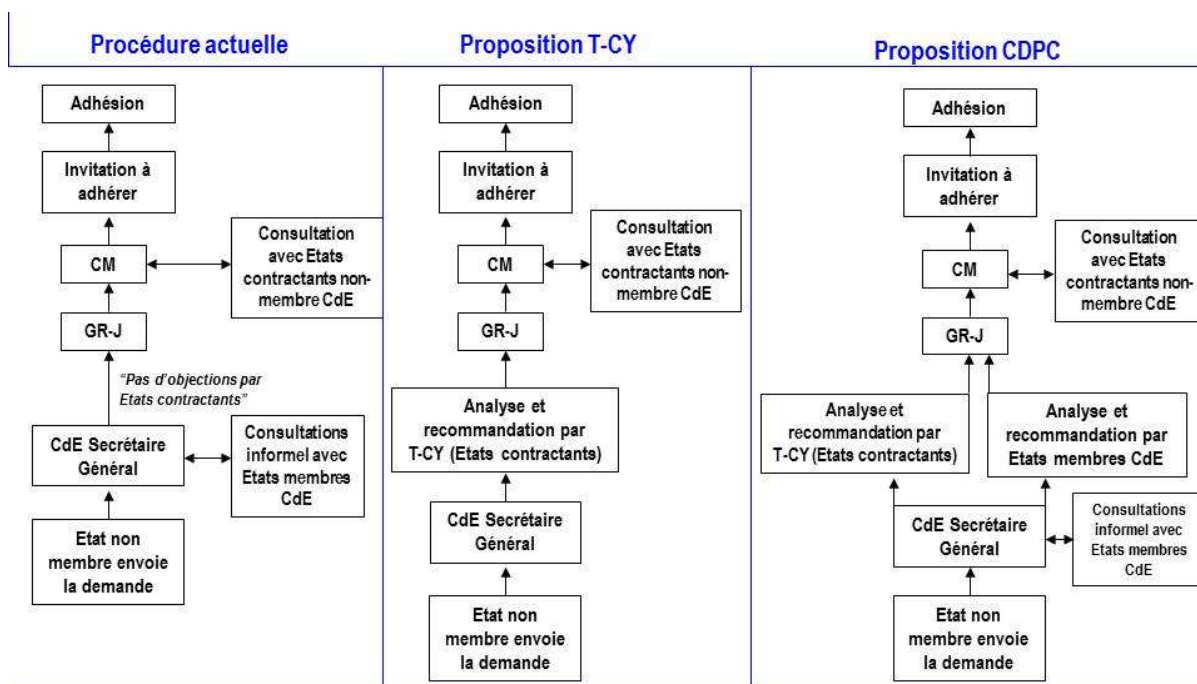
- Examiner et adopter l'Avis sur les critères d'adhésion et la procédure à suivre conformément à l'article 37 de la Convention, concernant l'adhésion d'Etats non membres (document T-CY(2011)3F, tel que joint à l'annexe 4).
- Charger le Secrétariat de le communiquer au CDPC en prévision de consultations ultérieures.
- Demander au Bureau d'établir ensuite la version finale de l'avis et charger le Secrétariat de le soumettre par la suite au Comité des Ministres.

Faisant suite aux consultations de la réunion plénière du CDPC (décembre 2011), le Secrétariat a soumis l'avis du T-CY au Comité des Ministres conformément aux instructions.

Le Groupe de Rapporteur sur la coopération juridique (GR-J) a discuté les deux avis les 21 février et 3 avril 2012 sans aboutir à une conclusion.

Ce point est de nouveau sur l'ordre du jour du GR-J du 7 juin 2012.

La procédure actuelle selon la proposition du T-CY ainsi celle du CDPC pourrait être illustrée comme suit :




Article 37 – Adhésion à la Convention

Convention de Budapest sur la cybercriminalité: Procédure d'adhésion

- 1 Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe peut, après avoir consulté les Etats contractants à la Convention et en avoir obtenu l'assentiment unanime, inviter tout Etat non membre du Conseil, n'ayant pas participé à son élaboration, à adhérer à la présente Convention. La décision est prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité des Ministres.

Version Feb 2012/AS

3.5 Annexe 5: Ad-hoc Group on Transborder access - Update



Cybercrime Convention Committee (T-CY)
7th Plenary (4-5 June 2012)


Item 7:
Ad-hoc Group on Transborder access and jurisdiction

T-CY decided (Nov. 2011):

a. To set up, from among its members, an ad hoc sub-group to examine the following issues:

- the use of Article 32 (b), of the Convention on Cybercrime;
- the use of transborder investigative measures on the Internet;
- the challenges to transborder investigations on the Internet posed by applicable international law on jurisdiction and state sovereignty.

b. To instruct the ad hoc sub-group to develop an instrument – such as an amendment to the Convention, a Protocol or Recommendation – to further regulate the transborder access to data and data flows, as well as the use of transborder investigative measures on the Internet and related issues, and to present a report containing its findings to the Committee



Issues under examination:

- ▶ **Justification**
 - Need for transborder access
 - Concerns
- ▶ **Current provisions of the Budapest Convention**
 - Article 32
 - Article 19
 - Article 22
- ▶ **Scenarios for transborder access**
 - Direct LEA transborder access: current practices
 - Access via providers and other private sector entities
- ▶ **Options**

3.6 Annexe 6: Liste des participants**T-CY PLENARY****Strasbourg, 4-5 June 2012****Liste des participants****Bureau members**

Country	Name	Institution
ESTONIA	Mr Markko KÜNNAPU* ¹	Adviser Ministry of Justice Tonismagi 5A EST-15191 Tallinn
NETHERLANDS	Mr Erik PLANKEN*	Senior Policy Advisor Cybercrime Law Enforcement Department Ministry of Justice Schedeldoekshaven 100 NL-2511 EX Den Haag H9.42
ROMANIA	Ms Ioana ALBANI	Chief Prosecutor, Head of the Cybercrime Unit Prosecutor's Office attached to the High Court of Cassation and Justice Directorate for the Investigation of Organised Crime and Terrorism offences 14, Libertatii Blvd, Sector 5, Bucharest
SERBIA	Mr Branko STAMENKOVIC*	Head of the Special Department for High-Tech Crime of HPPO Belgrade Office of the Public Prosecutor of Serbia Nemanjina 22-26 str. RS-11000 Belgrade
PORTUGAL	Mr Pedro VERDELHO*	Public Prosecutor General Prosecutor's Office of Lisbon Procuradoria Geral da Republica Rua de Vale do Pereiro, nº 2, 3º 1269-113 LISBOA
USA	Ms Betty SHAVE*	Assistant Deputy Chief for International Computer Crime Computer Crime and Intellectual Property Section US Department of Justice Washington, DC

¹ * marks head of delegation.

Parties to the Convention

Country	Name	Institution
ALBANIA	Mr Idajet FASKAJ	Specialist Against Economic Crimes General Directorate of State Police Boulevard "Bajram Curri", Tirana, Albania
ALBANIA	Mr Gentian JAHJOLLI*	Inspector at the Directorate of Inspection and Judicial Organisation Ministry of Justice Ministria e Drejtesise, Bulevardi "Zogu I" Tirana
ALBANIA	Mr Elio MAZREKU	Deputy/Head of the Prosecution Office of Tirana District Prokuroria e Rrethit Gjyqesor Tirana
ARMENIA	Mr Artur GOYUNYAN	Head of the Department for cases investigated by the national security bodies of the RA General Prosecutor's Office of the RA V. Sargsyan str n. 5, 0010 Yerevan
ARMENIA	Mr Samvel HOVSEPYAN*	Head of Division of Struggle Against High-tech Crimes, General Department of Struggle Against Organized Crime Police of the Republic of Armenia Nalbandyan str n. 130, 0025 Yerevan
ARMENIA	Mr Andrey YASHCHYAN	Senior Officer of Division of Struggle Against High- tech Crimes, General Department of Struggle Against Organized Crime Police of the Republic of Armenia Nalbandyan str n. 130, 0025 Yerevan
AZERBAIJAN	Mr Mir Kamran HUSEYNOV	Head of Division (24/7 Contact Point) Ministry of National Security Baku
AZERBAIJAN	Mr Bakhtiyar MAMMADOV	Head of Legal and HR department Ministry of Communications and Information Technologies 33 Zarifa Aliyeva str., Baku, AZ 1000
AZERBAIJAN	Mr Samir MUKHTARZADE*	Senior detective officer, Cybercrime unit 2 Ministry of National Security Parliament Pr. Baku
BOSNIA AND HERZEGOVINA	Mr Tomislav CURIĆ*	Expert Adviser Department for Combating Organized Crime and Corruption Ministry of Security Trg BiH 1, 71000 Sarajevo
BOSNIA AND HERZEGOVINA	Mr Nurudin HAFIZOVIĆ	Head of Organised crime Department Federation ministry of interior – Directorate of Federation police Mehmeda Spahe No.7 71 000 Sarajevo
BOSNIA AND HERZEGOVINA	Mr Mile JUROŠEVIĆ	Chief of Crime Police Unit Police of Brcko District BiH Trg Mladih 10 76100 Brcko District BiH

BOSNIA AND HERZEGOVINA	Mr Jovo MARKOVIĆ	Head of High-Tech Crime Department Ministry of Interior of Republika Srpska Jug Bogdana 108 BIH-78000 Banja Luka
BOSNIA AND HERZEGOVINA	Ms Mirela RICOVIĆ	Expert Adviser Ministry of Justice of Bosnia and Herzegovina Trg BiH 1 71000 Sarajevo
BULGARIA	Mr Sergey KATSAROV	Commissioner / Chief Department "Trans-border organised crime" General Directorate of counter organised crime – moi 133a Blvd. Tsarigradsko Shose BG - 1784 Sofia
BULGARIA	Mr Yavor KOLEV	Head of Cybercrime Unit Ministry of Interior Affairs 29 Shesti Septemvri street Sofia 1000
CROATIA	Mr Ivan GLAVIC	Deputy municipal state attorney Municipal state attorney's office Ulica grada Vukovara 84, Zagreb
CROATIA	Ms Kristina POSAVEC	Police Advisor Criminal Police Directorate Ministry of Interior Ilica 335 10000 Zagreb
CYPRUS		
DENMARK		
ESTONIA	Mr Markko KÜNNAPU*	Adviser Ministry of Justice Tonismagi 5A EST-15191 Tallinn
FINLAND	Mr Jani JUKKA*	District Prosecutor / Key Prosecutor Computer Crime Prosecutor's Office of Länsi-Uusimaa Vitikka 1 B 1 FIN-02630 Espoo
FINLAND	Mr Jouko HUHTAMÄKI	Ministerial Adviser Police department Ministry of the Interior Kirkkokatu 12 00100 HELSINKI
FRANCE	Ms Delphine GAY*	Capitaine de Police OCLCTIC Ministère de l'Intérieur 101 rue des Trois Fontanot 92000 Nanterre
GERMANY	Mr Ullrich WETZEL*	Deputy Head of Division Federal Ministry of Justice Economic Crime, Computer Crime, Corruption-related Crime and Environmental Crime Division Mohrenstraße 37 10117 Berlin
HUNGARY	Mr Miklos LIGETI	Head of Unit Ministry of Interior H-1051 Budapest József Attila u. 2-4.

ICELAND		
ITALY		
LATVIA	Mr Aleksandrs BUKO*	State Police Head of Unit Combating Cybercrime and IPR Protection Unit Stabu Street 89 LV – 1009 Riga
LITHUANIA	Mr Žilvinas SIDERAVIČIUS*	Chief Investigator Police Department Ministry of the Interior Criminal Police Board Saltoniškių str. 19 Vilnius
MOLDOVA	Mr Iurie CATER	Head of Cybercrime Investigation Division Ministry of Internal Affairs MD 2004, Chişinău, Bucuriei str.,14
MOLDOVA	Mr Victor ENACHI	Deputy Head of Law Division Security and Intelligence Service 166, Stefan Cel Mare Chisinau
MOLDOVA	Ms Iulia GHEORGHIŢ	<i>Ad Interim</i> Head of the International Relations and European Integration Division Ministry of Justice MD 2012, Chişinău, 31 August 1989 str., 82
MOLDOVA	Mr Veaceslav SOLTAN*	Prosecutor Chief of Department on Information Technology and Cybercrime Investigation General Prosecutor Office Mitropolit Banulescu-Bodoni, 26 MD-Chisinau
MONTENEGRO	Mr Jaksa BACKOVIC	Police Directorate of Montenegro Chief Inspector for Fighting Cyber Crime MNE-Podgorica
MONTENEGRO	Mr Zarko PAJKOVIC	Deputy Basic State Prosecutor Basic State prosecutor office Benovo bb Kotor, Montenegro
MONTENEGRO	Mr Vladimir VUJOTIC*	Adviser Ministry of Justice Vuka Karadzica 3, 81000 Podgorica
NETHERLANDS	Mr Jean-Luc LUIJS	Policy Advisor Law Enforcement Department Ministry of Justice Schedeldoekshaven 100 NL-2511 EX Den Haag H9.42
NETHERLANDS	Mr Erik PLANKEN*	Senior Policy Advisor Cybercrime Law Enforcement Department Ministry of Justice Schedeldoekshaven 100 NL-2511 EX Den Haag H9.42
NORWAY	Ms Anne BRODTKOB	Assistant Director General Ministry of Justice

NORWAY	Mr Eirik Trønnes HANSEN*	Prosecutor Kripos 6, Brynsalleen 0667 Oslo Postboks 8163 Dep. 0034
PORTUGAL	Mr Pedro VERDELHO*	Public Prosecutor General Prosecutor's Office of Lisbon Procuradoria Geral da Republica Rua de Vale do Pereiro, nº 2, 3º 1269-113 LISBOA Portugal
ROMANIA	Ms Raluca Nicoleta SIMION*	Legal Adviser Ministry of Justice Directorate International Law and Judicial Cooperation 5, Apolodor Street RO - 050741 Bucharest
ROMANIA	Mr Virgil SPIRIDON	Head of Cybercrime Unit Romanian National Police Stefan cel Mare Street, nº 13-15 RO-Bucharest
SERBIA	Mr Dragan JOVANOVIĆ	Deputy Head of Department Department for Cyber Crime Service for Combating Organized Crime Ministry of Interior Belgrade
SERBIA	Ms Bojana PAUNOVIĆ	Judge Court of Appeal Nemanjina 9 Belgrade, Serbia
SERBIA	Mr Sasa RADULOVIC	Deputy Prosecutor for Cyber crime High Public Prosecutor Office in Belgrade 11000 Belgrade, Savska 17A street
SERBIA	Mr Branko STAMENKOVIC*	Head of the Special Department for High-Tech Crime of HPPO Belgrade Office of the Public Prosecutor of Serbia Nemanjina 22-26 str. RS-11000 Belgrade
SLOVAKIA		
SLOVENIA	Mr Toni KASTELIC*	Head of Computer Investigation Centre Criminal Police Directorate Stefanova 2 1000 Ljubljana
SPAIN	Mr Cesar LORENZANA	Captain Deputy Head of Cybercrime Central Unit Guardia Civil Calle Salinas del Rosio 33-35 E - 28042 Madrid
SPAIN	Ms Maria Elvira TEJADA DE LA FUENTE	Head Cybercrime Prosecutor's Office General Prosecutor's Office C/ José Ortega y Gasset, 57 - 1º

SWITZERLAND	Mr Andrea CANDRIAN*	Stv. Chef, International Criminal Law Unit Federal Office of Justice Bundesrain 20 CH-3003 Bern Schweiz / Switzerland
SWITZERLAND	Mr Mathieu SIMONIN	Analyst Federal Office of Police Cybercrime Coordination Unit Nussbaumstrasse 29 CH-3003 Bern
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Ms Spasenka ANDONOVA	Public Prosecutor Basic Public Prosecutor's Office in Skopje XII Udarna brigada Br. 2-a 1000 Skopje
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Mr Vladimir MILOSESKI	Public Prosecutor Basic Public Prosecutor's Office in Skopje XII Udarna brigada Br. 2-a 1000 Skopje
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Ms Marina PESEVSKA	Senior Inspector Cyber crime Unit Ministry of Interior ul."Dimce Mircev" BB Skopje
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Mr Marjan STOILKOVSKI	Head of Cybercrime Unit Section of Financial Crime Centre for Repression of Organized and Serious Crime Ul. Dimce Mircev bb; 1000 Skopje
UKRAINE	Mr Maksym LITVINOV	Chief of Cybercrime Division Ministry of Internal Affairs 01024, Bogomoltsa str. 10, Kyiv
UKRAINE	Mr Valentyn PETROV*	Expert Security Service of Ukraine Volodymyrska str. 33 Kyiv, Ukraine
UKRAINE	Ms Tetiana SHORSTKA	Head of the Division on Execution International Treaties in Criminal Matters, Directorate on International Law and Cooperation, Ministry of Justice
UNITED KINGDOM		
USA	Mr Albert REES	Trial Attorney United States Department of Justice Computer Crime and Intellectual Property Section 1301 New York Avenue NW, suite 600 Washington DC 20530
USA	Ms Betty SHAVE*	Assistant Deputy Chief for International Computer Crime Computer Crime and Intellectual Property Section US Department of Justice Washington DC

Observers

Country / Organisation	Name	Institution
ARGENTINA	Mr Gabriel CASAL	Jefe de Gabinete de Asesores Jefatura de Gabinete de Ministros Av. Roque Sáenz Peña 511 5to piso AG-Buenos Aires
ARGENTINA	Mr Norberto FRONTINI	Subsecretaria de Política Criminal Ministerio de Justicia, Seguridad y Derechos Humanos Sarmiento 329, 4º piso Ciudad Autónoma de Buenos Aires, C1041AAG AG-Buenos Aires
BELGIUM	Mr Jan KERKHOFS	Public Prosecutor Office of the Public Prosecutor in Dendermonde Ministry of Justice Zwarte Zustersstraat 2-4-6 9200 Dendermonde
BELGIUM	Mr Philippe VAN LINTHOUT	Judge – Investigating judge Court of First Instance of Mechelen Keizerstraat 20 2800 Mechelen
CHILE	Mr Carlos LANDEROS	Jefe Division de Informatica Ministerio des Interior y Seguridad
COSTA RICA	Mr José Adalid MEDRANO MELARA	Cybercrime Attorney & Consultant Apartado Postal 54-2010 2010 San José, Costa Rica
COSTA RICA	Mr Francisco SALAS RUIZ	Informatic Law Prosecutor and Director of the Law in Effect System Procuraduría General de la República (General Prosecutor Office) Avenida 2 Bis, calles 15 y 17 Edificio del Sistema Costarricense de Información Jurídica Distrito Catedral - Código 10104 San José
GEORGIA	Mr David GABEKHADZE	Lawyer – Senior Inspector of Second Division of Second Unit Department of Operative and Technical Insurance Ministry of Internal Affairs Vaja Pshavela st. 72 0144 Tbilisi
GEORGIA	Mr George JOKHADZE	Lawyer Data Exchange Agency Ministry of Justice 2 St. Nicholas/N. Chkheidze Str., 0102 Tbilisi
GEORGIA	Mr Nikoloz KOBAKHIDZE	Deputy Head of Criminal Police Department Ministry of Internal Affairs 38th Km., Kakheti Highway, Tbilisi 0190
GEORGIA	Mr Shalva KVINIKHIDZE	Head of International Relations Main Division Ministry of Internal Affairs 38th Km., Kakheti Highway, Tbilisi 0190

IRELAND	Mr James MOLONEY	First Secretary, Justice Attaché Permanent Representation of Ireland to the Council of Europe 11, Bvd. De Prèssident Edwards 67 000 Strasbourg France
JAPAN	Mr Hideaki GUNJI	Consul Consulate-General of Japan in Strasbourg 20 place des Halles F-67000 Strasbourg
JAPAN	Mr Tomoyuki KURAHARA	Assistant Director Cybercrime Division National Police Agency 2-1-2 Kasumigaseki Chiyoda-ku Tokyo 100-8974
JAPAN	Mr Ichita MATSUNAGA	Attorney International Safety and Security Cooperation Division Foreign Policy Bureau Ministry of Foreign Affairs
JAPAN	Mr Yoshimitsu YAMAUCHI	Senior Attorney for International Affairs Criminal Affairs Bureau Ministry of Justice
MEXICO	Mr Jorge CICERO FERNANDEZ	Deputy General Director for Global Issues Ministry of Foreign Affairs Plaza Juárez 20, Colonia Centro Histórico. Delegación Cuauhtémoc
MEXICO	Mr Jorge Alejandro COLIN ELIAS	Director of International Security Center of Investigation and National Security Camino Real A Contreras 35 La Concepcion Magdalena Contaeras Mexico City 10840
MEXICO	Ms Lydia MADERO	Observateur Permanent <i>a.i.</i> Mission du Mexique aupres du Conseil de l'Europe 8, boulevard du Président Edwards 67000 Strasbourg
PHILIPPINES	Mr Geronimo SY	Assistant Minister Ministry of Justice Padre Faura, Ermita 1000 Manila
RUSSIAN FEDERATION	Mr Ernest CHERNUKHIN	First Secretary Ministry of Foreign Affairs Smolenskaya-Sennaya sg 32/34 119200 Moscow
RUSSIAN FEDERATION	Mr Kirill DRUZHININ	Expert Federal Security Service of Russian Federation 1/3 Lubjanka RU-Moscow 101000
RUSSIAN FEDERATION	Mr Igor KHIMCHENKO	Director Department for the Creation and Development of Information Society Ministry of Communication and Mass Communications
RUSSIAN FEDERATION	Mr Konstantin KOSORUKOV	Deputy for Legal Affairs Permanent Representative of the Russian Federation at the Council of Europe

RUSSIAN FEDERATION	Mr Andrey KRUTSKIKH	Ambassador, Special coordinator for issues of ICT use in politics Ministry of Foreign Affairs Smolenskaya-Sennaya sg 32/34 119200 Moscow
RUSSIAN FEDERATION	Ms Aleksandra LUKINA	Senior Specialist, Department of New Challenges and Threats, Ministry of Foreign Affairs
RUSSIAN FEDERATION	Mr Aleksandr POPELYUHA	Head of Section, Prosecutor General's Office of the Russian Federation
RUSSIAN FEDERATION	Mr Yury ZHUKOV	Expert Federal Security Service of Russian Federation 1/3 Lubjanka RU-Moscow 101000
TURKEY	Mr Murat GUNESTAS	Superintendent/Director of Cybercrimes Bureau Department of Anti-smuggling and Organized Crime/Cybercrimes Division Karanfil Sokak No:57 Kizilay 06640 Ankara
TURKEY	Mr Bilal SEN	Superintendent TNP - Cyber Crimes Department Bilişim Suçlarıyla Mücadele Daire Başkanlığı Söğütözü / Ankara
TURKEY	Mr Servet YETİM	Judge-Deputy of General Secretary Supreme Court Of Turkey Yargıtay Başkanlığı, (Yargıtay Genel Sekreterliği) Atatürk Bulvarı, No:100 Bakanlıklar, Ankara
ENISA	Ms Silvia PORTESI	Expert P.O. Box 1309 710 01 Heraklion - Crete Greece
OSCE	Mr Nemanja MALISEVIC	Cyber Security Officer Wallnerstr. 6 1010 Vienna Austria
EUROPEAN COMMISSION	Mr Julian SIEGEL	Policy Officer Unit A.3 Police Cooperation and Access to Information Directorate-General for Home Affairs LX46 03/175
UNODC	Ms Gillian MURRAY	Chief Focal point for Cybercrime Conference support section Division for treaty affairs United Nations Office on Drugs and Crime Vienna International Centre Wagramer Strasse 5 A - 1400 Vienna, Austria

Experts

Name	Institution
Mr Marcos SALT	Professor of Criminal Law and Procedural Law Tucuman 1679 1° piso AG-1060 Buenos Aires

COUNCIL OF EUROPE COMMITTEES

Committees	Name
CDMSI (Steering Committee on Media and Information Society)	Ms Jasminka DRAZENOVIC
CDPC (European Committee on Crime Problems)	Ms Helena LISUCHOVA

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT

Name	Details
Mr Jan KLEIJSEN	Director of Information Society and Action against Crime Directorate General Human Rights and Rule of Law
Mr Jan MALINOWSKI	Head of Media, Information Society, Data Protection and Cybercrime Department Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law
Mr Alexander SEGER	Secretary of the Cybercrime Convention Committee Head of Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 (0)3 90 21 45 06 Fax +33 (0)3 90 21 56 50 alexander.seger@coe.int
Ms Cristina SCHULMAN	Head of Cybercrime Unit Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 (0)3 88 41 21 03 Fax +33 (0)3 90 21 56 50 cristina.schulman@coe.int
Ms Sophie KWASNY	Head of Data Protection Unit Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 390 21 43 39 sophie.kwasny@coe.int
Mr Mustafa FERATI	Programme Officer Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 390 21 45 50 mustafa.ferati@coe.int
Mr Gergo NEMETH	Programme Officer Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 390 21 52 06 gergo.nemeth@coe.int

Ms Marie AGHA-WEVELSIEP	Project Officer Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General of Human Rights and Rule of Law Tel +33 3 9021 5666 marie.agha-wevelsiep@coe.int
Ms Veronika DELEON	Project Assistant Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 390 21 43 49 Veronika.DELEON@coe.int
Ms Bohumila OTTOVA	Project Assistant Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 388 41 33 08 Bohumila.OTTOVA@coe.int
Ms Insook KIM	Project Assistant Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 388 41 35 47 Insook.kim@coe.int